



PTI **Pacte Territorial
d'Insertion de l'Allier**

2018-2021

**Pacte Territorial d'Insertion de
l'Allier**

PTI

2018 - 2021

Préambule

Le Conseil départemental de l'Allier a fait le choix d'engager une politique volontariste en faveur de la solidarité et de l'insertion des publics éloignés de l'emploi. Cet engagement trouve sa traduction dans l'élaboration du nouveau Plan Départemental d'Insertion et de Lutte contre les Exclusions (PDILE) inclus dans le Schéma Unique des Solidarités (SUS). Ce nouveau PDILE, en vigueur pour la période 2017-2021, constitue le cadre d'intervention du Conseil départemental en matière de politique d'insertion et propose des objectifs stratégiques et porteurs de sens au regard des besoins des personnes en difficulté.

Les Départements n'agissent pas seuls dans le champ de l'insertion et de la solidarité. L'Etat encadre très fortement les orientations politiques de la solidarité.

Aujourd'hui, le défi auquel le Département doit répondre comme l'évoque le rapport BIERRY de 2016 c'est de passer de l'assistance à la bienveillance responsable. Il s'agit de repenser le mode de financement des politiques de solidarité. Ne pouvant plus tout faire reposer sur l'impôt, il s'agit de créer un cercle vertueux de l'entraide sociale. La société ne peut pas être un guichet de prestations mais une communauté humaine dans laquelle chacun est soutenu et dans laquelle chacun contribue.

Dans ce cadre, chacun a des droits mais aussi des devoirs et la notion de contrôle ne doit plus être taboue.

Ce rapport pose bien les conditions de la réalisation de cette ambition :

- Accéder aux droits fondamentaux
- Permettre à chacun de contribuer à la société
- Permettre à l'enfant, de devenir un adulte et un citoyen responsable

Le PTI 2018 2021 s'inscrit dans ces évolutions et porte ces ambitions. A travers ce nouveau Pacte, le Conseil départemental, réaffirme la confiance déployée envers ses principaux partenaires pour s'inscrire et s'engager dans une stratégie coordonnée d'intervention envers les publics éloignés de l'emploi et confrontés à des problématiques de précarité. Ce PTI doit ainsi constituer un socle de travail partenarial, un point de repère pour pouvoir approfondir, à l'avenir, des collaborations et des démarches de conventionnement avec les partenaires et acteurs concourant à l'insertion des publics vulnérables. Dans un contexte de fortes évolutions législatives et de contraintes financières réelles, la qualité du partenariat et des relations entre les institutions doit pouvoir constituer une ressource essentielle pour garantir la qualité et la cohérence de l'offre de service bâtie en direction des publics en insertion. C'est cette conception du partenariat qu'entend ainsi défendre le Conseil départemental, et qui a dicté les conditions d'élaboration de ce PTI.

Le PTI présente ainsi le rôle et les engagements de chaque acteur pour apporter sa contribution à la mise en œuvre d'une politique d'insertion et le concours des fonds structurels européens pour réaliser les objectifs stratégiques énoncés par le Département. En ce sens, le présent Pacte Territorial d'Insertion à vocation à constituer un outil de référence, visant à garantir une dynamique partenariale pérenne dans le département de l'Allier.

Le PTI, un outil inscrit dans un contexte législatif et programmatique précis

L'article 1^{er} de la loi n°2008-1249 du 1er décembre 2008, généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion, vise à « *assurer à ses bénéficiaires des moyens convenables d'existence, afin de lutter contre la pauvreté, encourager l'exercice ou le retour à une activité professionnelle et aider à l'insertion sociale des bénéficiaires* »

Dans ce but, elle confie aux Départements un rôle de chef de file dans la définition et la conduite de la politique d'insertion (art. L.115-2 CASF). Il appartient ainsi aux Conseil départementaux d'organiser la programmation du dispositif départemental d'insertion et de mobiliser les acteurs de l'insertion au travers d'une gouvernance partagée.

Un Programme Départemental d'Insertion et de Lutte contre les Exclusions (PDILE) définit ainsi la politique départementale d'accompagnement social et professionnel, recense les besoins d'insertion et l'offre locale d'insertion et planifie les actions d'insertion correspondantes. Le Conseil départemental délibère, avant le 31 mars de chaque année, sur l'adoption ou l'adaptation de ce programme. Ce PDILE en ALLIER est intégré au Schéma Unique des Solidarités 2017-2021.

En corollaire, l'article L.263-2 du Code de l'action sociale et des familles prévoit la conclusion d'un Pacte Territorial d'Insertion (PTI) entre le Département et les parties intéressées. Le pacte définit notamment les modalités de coordination des actions entreprises par les différents acteurs pour favoriser l'insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du RSA. Depuis plus d'un an, le rôle du PTI en tant qu'instrument de la coordination des interventions partenariales s'est trouvé réaffirmé.

La Conférence nationale de lutte contre la pauvreté et les exclusions, du 11 décembre 2012, a permis l'adoption du Plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale 2013-2017, à travers un travail de concertation au niveau national avec les principaux acteurs des politiques de solidarités. Les mesures proposées dans ce Plan visent à structurer une politique de solidarité nationale, avec pour objectif majeur la mise en cohérence de l'ensemble des dispositifs d'accompagnement représentant des leviers d'insertion sociale et professionnelle des publics vulnérables.

Cette dynamique engagée par l'Etat trouve sa continuité, au niveau départemental, dans le cadre unique de référence pour l'ensemble des acteurs de l'insertion que constitue le PTI. A travers la conclusion de ce document directeur, il s'agit ainsi de définir une stratégie territoriale concertée, qui intègre pleinement les objectifs supra-départementaux et prévoit leur déclinaison, adaptée aux spécificités du territoire de l'Allier.

Enfin, le rôle du PTI se voit renforcé en tant que cadre de gouvernance du FSE pour la programmation 2014-2020, conformément aux principes que fixe le projet de Programme Opérationnel national « Emploi Inclusion ». Le Conseil départemental responsable au premier rang du déploiement des fonds structurels pour le développement d'une politique promouvant l'inclusion sociale, présente ainsi à travers ce PTI, les axes prioritaires pour la mobilisation du Fonds Social Européen au titre de la subvention globale.

La mise en place d'une politique coordonnée, assurant la cohérence des actions et dispositifs d'insertion à l'échelle du département, constitue ainsi la finalité première du présent pacte. Ce document directeur est destiné à être enrichi par les diverses conventions conclues entre le Conseil départemental et les parties prenantes à la politique d'action sociale et d'insertion. Le PTI, dans les principes et orientations retenues, s'attachera par ailleurs à évoluer conjointement au contexte socio-économique et aux besoins recensés au niveau local.

Les axes majeurs d'une stratégie partagée en matière d'insertion socioprofessionnelle et d'inclusion

La politique départementale d'insertion, telle qu'exprimée par le PDILE du Schéma Unique des Solidarités, s'organise autour de 5 axes principaux, traduisant l'ambition du Conseil départemental et de ses partenaires en matière de mise en cohérence des interventions publiques en direction des publics fragilisés. Visant à assurer une prise en compte effective de la pluralité des problématiques d'insertion et à lier l'offre d'insertion aux dynamiques de développement territorial, les 5 axes structurants de la politique d'insertion appellent ainsi à :

- 1) Observer et mieux connaître pour mieux piloter
- 2) Prévenir, repérer et permettre l'expression des besoins
- 3) Informer, coordonner et coopérer
- 4) Garantir la qualité des accompagnements
- 5) Favoriser l'inclusion et bien vivre dans son territoire

Ces axes d'intervention se trouvent ainsi en cohérence avec les objectifs définis par le Programme Opérationnel national Axe 3 « Emploi-Inclusion » du FSE au travers des 3 objectifs spécifiques :

- Objectif spécifique 1 : Mettre en place des parcours intégrés d'accès à l'emploi des publics très éloignés de l'emploi
- Objectif spécifique 2 : Développer les projets de coordination et d'animation de l'offre d'insertion
- Objectif 3 : Accompagner le développement des structures d'utilité sociale et l'innovation sociale

Au travers des 5 axes stratégiques du PTI le Département et ses partenaires se donnent ainsi des priorités d'intervention pour la conduite d'actions ou le soutien aux opérateurs locaux répondant aux objectifs opérationnels du PDILE.

Les engagements des signataires

Le Pacte territorial d'Insertion affirme l'engagement des partenaires départementaux et régionaux à la poursuite du travail de collaboration pour la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la politique d'insertion dans le département de l'Allier.

Les ambitions de cette politique d'insertion, par essence partenariale, ne pourront être menées à bien que par l'association la plus large des acteurs départementaux et locaux. En ce sens, la conduite d'une politique coordonnée visera à renforcer les réseaux existants autour des actions d'insertion par son intervention au niveau des bassins de vie et par la pleine implication des partenaires implantés sur les territoires.

Au-delà des parties signataires du PTI, le Conseil départemental s'engage ainsi à associer autant que de besoin, et dès que cela est nécessaire, les acteurs concernés (collectivités, associations, chambres consulaires, entreprises, CCAS...) pour la mise en œuvre d'actions ou pour le suivi des orientations de sa politique d'insertion.

Dans une logique d'articulation des compétences et des dispositifs, de simplification et de lisibilité, ainsi que d'économies de moyens, l'ensemble des partenaires veillent à mobiliser leurs dispositifs de droit commun en faveur de l'insertion sociale et professionnelle des personnes fragiles.

Le Conseil départemental de l'Allier

Chef de file de la politique d'insertion, le Conseil départemental a la responsabilité de la définition des orientations stratégiques et de la coordination des dispositifs d'insertion. L'ambition du Conseil départemental de l'Allier de mener une politique partenariale, qui permette un accompagnement cohérent et adapté des publics vulnérables, se traduit par son plein engagement dans la réalisation des objectifs d'intervention définis dans le présent pacte.

Le contexte législatif

Les trois vagues de décentralisation ont conforté le rôle central du Département dans la définition et la mise en œuvre des politiques d'action sociale. Responsable du service public départemental d'action sociale (art. L123-2 CASF) qui assure, sur une base territoriale, une mission générale d'aide aux personnes en difficulté pour retrouver ou pour développer leur autonomie de vie, il tend à promouvoir l'insertion sociale et professionnelle.

Son statut de chef de file des politiques sociales, et notamment des actions menées en faveur de l'insertion des bénéficiaires du RSA, est réaffirmé avec la généralisation du Revenu de Solidarité Active en 2008. Dans ce cadre, le Conseil départemental définit annuellement la politique départementale d'accompagnement social et professionnel, et il conclut, avec les parties intéressées, un pacte territorial pour l'insertion (art. L.263-1 et 263-2 du CASF).

Face à ces responsabilités de définition et d'animation, le Conseil départemental de l'Allier entend mener une politique d'action sociale et d'insertion volontariste, déclinée dans deux documents directeurs que sont le PDILE intégré dans le Schéma Unique des Solidarités (SUS) et le présent PTI.

Les engagements du Conseil départemental

Au regard de ses compétences, le Conseil départemental s'engage à :

- Organiser et assurer l'accueil, l'information, l'instruction et l'orientation des bénéficiaires du RSA vers les dispositifs d'insertion, et l'accompagnement de l'ensemble des publics confrontés à une problématique d'exclusion,
- Programmer et mettre en œuvre une offre d'insertion, dans un objectif de retour à l'emploi des publics relevant du Schéma Unique des Solidarités (SUS) incluant le Plan Départemental d'Insertion et de Lutte contre les Exclusions (PDILE),
- Favoriser, par le biais d'une prescription et d'une contribution financière, la mobilisation des contrats emploi et compétence,
- Contribuer avec l'Etat à la mise en œuvre du dispositif Garantie jeune et mobiliser dans ce cadre les outils destinés aux publics cibles (exemple FAJ),
- Contribuer, en lien avec les acteurs concernés, à l'accompagnement des structures, au développement de l'Insertion par l'Activité Economique (IAE). et de l'Economie Sociale,
- Garantir la transversalité des accompagnements et des dispositifs de l'action sociale, que prévoit le Schéma unique des solidarités.
- Favoriser le développement des clauses sociales au niveau des marchés publics internes et externes à la collectivité;
- Favoriser les liens entre les acteurs de l'insertion et les entreprises
- Favoriser l'accès aux crédits FSE dès lors que les actions entrent dans le champ des priorités de l'axe 3 du Programme Opérationnel FSE. En tant qu'Organisme Intermédiaire assurer l'information sur le Fonds Social Européen auprès des acteurs locaux et l'accompagnement de ces derniers au montage technique des demandes de financement, ainsi que la gestion, le suivi et le contrôle des dotations attribuées par la Commission européenne au titre du FSE,
- Contribuer avec l'Etat, la Région et Pôle Emploi à l'émergence de projets nouveaux en adéquation avec les besoins repérés des publics cibles (actions de levées des freins).

Le Conseil régional Auvergne Rhône Alpes

Le Conseil régional agit, conjointement au Conseil départemental de l'Allier et à ses partenaires, pour la mise en œuvre de la politique d'insertion, d'accès à l'emploi et de la formation. Au titre de

ses compétences dans le cadre du développement économique, social et culturel, et de son rôle de premier plan en matière de formation professionnelle, la Région entend être mobilisée en faveur de plusieurs axes d'intervention du PTI. Son action s'inscrit ainsi dans une dynamique partenariale, afin d'offrir aux bénéficiaires un parcours d'accès à la qualification et à l'emploi, qui constitue un prérequis essentiel à la sécurisation des parcours et à l'insertion professionnelle tout au long de la vie.

Le contexte législatif

La loi du 13 août 2004 reconnaît la compétence exclusive du Conseil régional en matière de formation professionnelle continue et d'apprentissage. Son rôle se trouve accru par le projet de loi de mobilisation des régions pour la croissance et l'emploi et de promotion de l'égalité des territoires.

En ce sens, le Conseil régional constitue un acteur essentiel de la politique départementale d'insertion, dont l'association au PTI est prévue par le législateur, au titre de la loi généralisant le RSA. Ainsi, l'article L.263-2 du Code de l'action sociale et des familles stipule « *Le pacte prévoit, en particulier, au titre de la formation professionnelle, le concours de la Région aux politiques territoriales d'insertion.* »

Porteur de politiques de développement économique et de mobilité, le Conseil régional intervient également dans la coordination de la planification économique sur son territoire et dans la définition du régime des aides aux entreprises. En matière d'aménagement du territoire, il organise notamment des transports régionaux de voyageurs et participe à la gestion des infrastructures.

Les engagements du Conseil régional

La délibération du Conseil régional du 29/09/2017, relative au Service Public Régional de la Formation Professionnelle (SPRF) a décliné six objectifs en termes de priorités d'action.

1/une identification en continu des besoins en emplois

2/une meilleure orientation des publics vers les emplois qui offrent des perspectives de recrutement, avec une attention particulière notamment en direction des Bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active.

3/une simplification de l'offre de formation autour de 3 dispositifs : une offre collective et individuelle « former pour l'emploi » privilégiant des formations qualifiantes et certifiantes /des formations collectives ou individuelles associées à un engagement d'employeur à recruter (CARED) au périmètre élargi pour répondre aux besoins des employeurs publics/des projets expérimentaux et innovants ne trouvant pas de réponse dans la mobilisation des marchés publics, avec la recherche systématique de cofinancements de partenaires

4/une volonté d'accompagner et de responsabiliser les publics pour la réussite de leurs parcours, avec notamment la signature pour tout stagiaire entrant en formation de la charte « droits et devoirs ».

5/un cadre de déploiement du Service Public Régional de Formation (SPRF) à l'échelle du département

6/des formations efficaces, avec notamment des attentes fortes en direction des organismes de formation sur le remplissage des sections, la persévérance du stagiaire en formation, la réussite à la certification, l'insertion professionnelle à 3 et 6 mois.

Parallèlement la Région a délibéré le 17 novembre 2016, une convention de partenariat avec les départements d'Auvergne Rhône-Alpes, portant expérimentation pour la création de parcours favorisant le retour à l'emploi des bénéficiaires du revenu de solidarité active.

Le Conseil régional agit, conjointement au Conseil départemental de l'Allier et à ses partenaires, dans la mise en œuvre d'une politique d'insertion, en facilitant l'accès à l'emploi et la formation du public fragilisé. Au titre de ses compétences en matière de formation professionnelle, la Région déploiera ses dispositifs en direction du public accompagné par le département de l'Allier.

Il mobilisera ainsi toute son offre de formation pour faciliter l'accès à l'emploi des publics accompagnés par le département.

- «Former pour l'emploi » dans le cadre des marchés,
- Le dispositif CARED destiné à apporter aux publics une réponse formative adossée à un engagement d'employeur à recruter à l'issue de la formation,
- Le dispositif de formation spécifique en direction des Bénéficiaires du RSA éloignés de l'emploi
- Les chantiers d'insertion et les dispositifs d'insertion par l'activité économique.
- Des actions innovantes favorisant sur le département de l'Allier des expérimentations facilitant l'orientation des publics fragiles en direction des formations et un accompagnement poussé facilitant l'accès et le maintien dans l'emploi.

La Région accompagnera l'effort de formation des publics en difficulté, en accordant notamment le statut de stagiaire de la formation professionnelle rémunéré, lorsque le demandeur d'emploi ne pourra prétendre à une prise en charge par Pôle Emploi.

Elle s'appuiera sur les prescripteurs (Pôle Emploi, Missions locales, Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF), La Maison de l'Information sur la Formation et l'Emploi (MIFE) et départements, notamment), pour orienter les publics en direction des formations répondant aux besoins économiques du territoire. Elle favorisera les initiatives de concertation renforçant la cohérence entre l'offre régionale de formation professionnelle et l'offre départementale d'insertion, dans le cadre du service public de l'emploi départemental.

La Région contribuera également au financement des structures d'accompagnement et d'insertion professionnelle à destination des jeunes (missions locales et permanences d'accueil, d'information et d'orientation (PAIO), Ecoles de la Deuxième Chance).

Par l'ensemble de son action, la Région contribuera avec l'Etat, le Département, Pôle Emploi, les Missions locales, à l'émergence de projets nouveaux en adéquation avec les besoins repérés des publics cibles (actions de levées des freins)

Les services de l'Etat

La contribution de l'Etat à la politique départementale d'insertion portera sur le déploiement de ses compétences en matière de soutien au développement économique local, notamment à travers le levier de l'Insertion par l'Activité Economique. En ce sens, les actions menées par l'Etat, par l'intermédiaire de ses directions déconcentrées viseront à favoriser l'emploi et l'insertion tout en s'inscrivant dans un objectif large de lutte contre la précarité.

Le contexte législatif

Dans le cadre d'une organisation de l'administration territoriale renouvelée, confortée par loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, l'Etat réaffirme sa volonté d'assurer une meilleure coordination des politiques nationales et locales. La présence de l'Etat dans les territoires permet ainsi de garantir l'équité de traitement des structures et des citoyens mais également de porter les orientations nationales sur le plan local.

La mobilisation des services de l'Etat, dans le cadre de la gouvernance partagée de la politique d'insertion, constituera notamment le gage d'une mise en œuvre effective d'actions de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale adaptées à la réalité du territoire de l'Allier.

En outre, les directions déconcentrées de l'Etat sont responsables d'assurer le pilotage et la mise en œuvre des politiques publiques sectorielles.

La Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE) assure le pilotage des politiques de l'Etat relatives aux actions de développement des entreprises, de l'emploi et de la formation continue. Elle intervient ainsi à l'échelle départementale, dans le cadre de ses missions, en vue de favoriser l'accès à l'emploi et l'insertion sociale et professionnelle des personnes les plus éloignées de l'emploi.

La Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations (DDCSPP) détient une importante mission d'animation de politiques de cohésion sociale et des politiques relatives à la jeunesse, aux sports, à la vie associative et à l'éducation. Elle intervient par ailleurs dans le développement territorial promu dans le cadre de la Politique de la Ville, et co-pilote, aux côtés du Conseil départemental, la politique de l'accès au logement et de l'hébergement, à travers le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD). La DDCSPP constitue ainsi une interface entre les politiques sociales de l'Etat et leurs déclinaisons au niveau du département de l'Allier.

Les engagements des services de l'Etat

Au titre de leurs compétences en matière d'emploi et d'insertion, les services de l'Etat prennent les engagements suivants :

- Assurer la déclinaison territoriale de la stratégie régionale pour l'emploi et assurer au sein du Service Public de l'Emploi (SPE) une contribution active à la politique départementale d'insertion déclinée à travers le Programme Départemental d'Insertion et de Lutte contre les Exclusions, intégré au Schéma Unique des Solidarités en construisant des parcours emploi formation préparant aux exigences et besoins locaux de main d'œuvre avec les acteurs économiques et les entreprises , dans une logique de filière;
- Structurer une offre d'accompagnement autour des dispositifs et structures, souvent soutenues conjointement avec le Conseil Départemental. C'est le cas en particulier de l'offre dédiée au public jeune, avec par exemple : la mobilisation des leviers de la Garantie Jeune, le soutien aux parcours d'accompagnement renforcés (financements : des missions locales, et de l'Ecole de la Deuxième Chance, du FAJ...);
- Adapter les capacités d'intervention en matière d'offre d'insertion au plus près des spécificités de terrain, dans le cadre de la mise en œuvre du Fonds d'Inclusion dans l'emploi et notamment de la mobilisation de la convention annuelle d'objectifs et de moyens (CAOM) conclue avec le Conseil départemental,(prévu à l'article L5134-19-4 du Code du Travail) et prévoyant les aides départementales à l'insertion professionnelle au profit des bénéficiaires du RSA tels que les Contrats Uniques d'Insertion en parcours–emploi-compétences et les contrats à durée déterminée d'insertion,
- Etoffer et optimiser l'offre d'Insertion par l'Activité Economique (IAE), via sa mission de pilotage stratégique, au sein du Comité départemental d'Insertion par l'Activité Economique (CDIAE) pour permettre un parcours d'accompagnement des publics fluide et cohérent vers l'accès à l'emploi durable ,par les structures d'insertion par l'activité économique(SIAE),acteurs économiques qui participent au développement des territoires et dont les liens avec les autres acteurs doivent être développés.
- Favoriser l'accès des bénéficiaires du RSA et des publics en difficulté à l'offre d'hébergement et au logement par la mise en œuvre d'une dynamique partenariale s'inscrivant dans le cadre d'intervention prévu par le Plan Départemental d'Action pour le logement et l'Hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD),
- Favoriser la complémentarité des projets et actions d'insertion programmés dans le cadre de la Politique de la Ville,
- Contribuer avec la Région, Pôle Emploi et le Département à l'émergence de projets nouveaux en adéquation avec les besoins repérés des publics cibles (action de levée des freins).

Pôle Emploi

Dans le cadre du PTI de l'Allier, Pôle Emploi se mobilise en faveur de l'accès à l'emploi et à l'insertion professionnelle. Au regard de son offre de service de droit commun et des actions complémentaires mises en œuvre, ainsi que de son expertise sur la connaissance du marché du travail, il entend participer pleinement aux actions partenariales visant l'insertion des bénéficiaires du RSA et les publics cibles du PDILE

Le contexte législatif

La loi n° 2008-126 du 13 février 2008 relative à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi prévoit la création de Pôle Emploi, né de la fusion de l'Agence nationale pour l'emploi et des Assedic. Opérateur public de référence du marché de l'emploi depuis lors, Pôle emploi détient différentes missions :

- l'accueil et l'inscription des demandeurs d'emploi ;
- le versement des allocations des demandeurs d'emploi indemnisés ;
- l'accompagnement de chaque demandeur d'emploi dans sa recherche d'emploi jusqu'au placement ;
- l'orientation et la formation des demandeurs d'emploi ;
- la prospection et l'analyse du marché du travail en allant au-devant des entreprises ;
- l'aide aux entreprises dans leurs recrutements ;
- l'analyse du marché du travail.
- La mise en œuvre de la convention de coopération Département et Pôle Emploi dans le cadre de l'accord cadre national sur l'Accompagnement global

En reconnaissant la priorité à l'emploi comme premier vecteur d'insertion, la loi n°2008-1249 confie à Pôle Emploi un rôle central dans l'accès à l'emploi des bénéficiaires du RSA. Cette loi, ainsi que ses décrets d'application, fixent les différentes interventions de Pôle Emploi au sein du dispositif RSA et précisent la répartition des responsabilités entre l'organisme et le Conseil départemental.

Les engagements de Pôle Emploi

En sa qualité d'opérateur public en charge de l'orientation professionnelle des demandeurs d'emploi, Pôle Emploi s'engage à :

- Assurer, en tant que référent unique (dans la plupart des cas) des bénéficiaires du RSA relevant d'un accompagnement professionnel et pour lesquels il est chargé de mettre en œuvre son offre de services de droit commun :
 - l'accueil et l'inscription comme demandeurs d'emploi ;
 - l'accompagnement, dans le cadre d'un projet personnalisé d'accès à l'emploi, dans un parcours de retour à l'emploi ou de création d'entreprise ;
 - la mise en relation sur des offres d'emploi ;
 - l'orientation vers la formation ;

- la validation des acquis de l'expérience (VAE) ;
 - la mobilisation des prestations et aides de Pôle Emploi (aides à la mobilité, aides au développement des compétences, contrats aidés...), et notamment celles visant prioritairement les bénéficiaires des minimas sociaux ;
 - Orientation et prescriptions sur les actions du Schéma Unique des Solidarités (SUS) pour les publics cibles demandeurs d'emploi ;
 - le suivi des salariés en contrat aidé afin de faciliter leur intégration en entreprise, la validation des compétences acquises et la préparation de l'accès à un emploi durable.
- Participer, dans le cadre du dispositif RSA, aux équipes pluridisciplinaires et aux opérations d'orientation et de réorientation notamment dans le cadre de diagnostics partagés,
 - Assurer, auprès du Département les échanges d'informations et de données concernant les bénéficiaires du RSA inscrits comme demandeurs d'emploi (deux conventions signées début 2018)
 - Proposer les actions complémentaires à son offre de service de droit commun à destination des bénéficiaires du RSA,
 - Contribuer avec l'Etat, la Région et le Département à l'émergence de projets nouveaux en adéquation avec les besoins repérés des publics cibles (actions de levée des freins)

Les entreprises du territoire

Au-delà des signataires du PTI, un lien sera développé avec les employeurs en vue, notamment, de faciliter la découverte de métiers porteurs sur le territoire et de permettre l'appréhension du monde du travail par les publics éloignés de l'emploi.

Concernant les métiers porteurs et ou métiers non pourvus, une cartographie de ceux-ci sera établie

Le déploiement et le développement de l'utilisation de la Plateforme Emploi du Département sera recherchée.

En transversal

Sur impulsion du Département, en tant que chef de file, les signataires du PTI :

- visent à développer la formation et la qualification des acteurs de l'insertion (des professionnels de l'insertion sur les outils et les actions d'insertion);
- facilitent la mise en place et la mise en œuvre des clauses d'insertion pour assurer l'efficacité du dispositif ;
- favorisent le rapprochement des structures de l'insertion par l'activité économique et des entreprises ;

- favorisent le rapprochement des structures de l'insertion et des organismes de formation et plus largement tous les acteurs concourant à l'insertion
- contribuent mutuellement à la connaissance des publics et des dispositifs d'insertion ;
- s'engagent à capitaliser le résultat des évaluations des dispositifs et actions d'insertion; après avoir élaboré une méthodologie d'évaluation ;
- contribuent à la mise en place d'un outil commun aux prescripteurs pour faciliter le suivi et la coordination des parcours (par exemple une base de données, livret de parcours ...)

La gouvernance du Pacte

Le Conseil départemental entend assurer, à travers la mise en œuvre du PTI, l'existence d'un partenariat resserré et actif pour la supervision des orientations partagées en matière d'insertion et le partage d'informations essentielles pour la conduite des différentes politiques publiques concourant au développement de l'emploi sur le territoire.

Dans ce but, il est décidé d'instaurer un *Comité de pilotage de la politique d'insertion*, en charge de l'animation et du suivi du PTI et du PDILE intégré au Schéma Unique des Solidarités (SUS). Cette instance, qui se réunira à *minima* une fois par an, sous la supervision du Conseil départemental veillera à la bonne exécution du Pacte et à l'avancement des objectifs du PDILE. La réunion du Comité de pilotage devra ainsi permettre de faciliter le partage d'information entre partenaires, tant au niveau de la réalisation des objectifs du PTI et du PDILE, que des résultats observés ou des éléments de diagnostic et d'analyse quant aux besoins repérés à l'échelle des territoires.

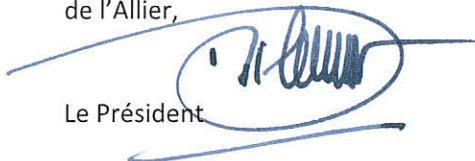
Au-delà de l'instauration d'un Comité de pilotage, la gouvernance de la politique d'insertion repose sur la qualité des partenariats engagés, tant au niveau départemental qu'à l'échelle des territoires. Le Conseil départemental et ses partenaires ont ainsi fait le choix de s'appuyer sur les instances de coordination existantes dans le champ des politiques d'insertion et de cohésion sociale, afin d'assurer un pilotage souple et réactif des dispositifs et de s'assurer de la disponibilité de l'ensemble des acteurs concernés. Aussi dans le cadre du PTI , des partenaires incontournables de l'insertion seront invités sur des thématiques particulières afin de contribuer aux engagements

Signature des partenaires engagées dans le PTI

25 OCT. 2018

Pour le Conseil départemental
de l'Allier,

Le Président



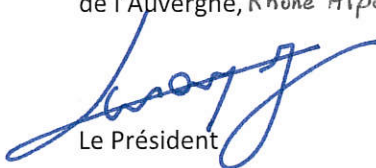
Pour l'Etat,

La Préfète
Marie-Françoise LECAILLON



Pour le Conseil régional
de l'Auvergne, Rhône Alpes

Le Président



Pour Pôle Emploi,

Le Directeur territorial Allier


Eric Schall
Directeur pôle emploi Allier

Pacte Territorial d'Insertion de l'Allier

PTI